CHAPITRE I

L'histoire de la rencontre sans fin

Je travaillais sur un mémorandum juridique, dans l'après-midi du 30 septembre 1959, lorsque le téléphone se mit à sonner dans mon bureau. La sonnerie me surprit ; j'avais demandé à ma secrétaire de ne me passer aucune communication car j'avais besoin de me concentrer sur ce que je faisais. Je lui demandai donc, non sans animosité, pourquoi elle avait transgressé mes ordres, elle me répondit d'une voix troublée : « Monsieur Élias Sarkis, du palais présidentiel, demande à vous parler. » Naturellement, je savais qu'il était le directeur général de la présidence, mais je ne l'avais encore jamais rencontré personnellement. De sa voix posée et calme, à l'image de la douceur de son caractère et de sa nature calme et délicate, il se présenta et demanda à me rencontrer, « tout de suite, si possible », mais ni au palais ni dans mon bureau, avait-il précisé, car il voulait m'entretenir d'une affaire importante. Nous convînmes de nous retrouver dans l'un des cafés de Furn el-Chebbak et échangeâmes des renseignements sur les vêtements que nous portions.

Une fois installés, il me dit que le président Fouad Chéhab envisageait d'élargir le gouvernement de quatre dont l'un des ministres, le chef du Bloc national, Raymond Eddé, venait de démissionner. Mon nom était proposé comme représentant des orthodoxes. Il ajouta : « Lorsque le président Chéhab vous recevra, il vous dira comment il voit les choses. » Il me demanda où j'habitais, je lui répondis que je me rendais à Aley où je passais l'été avec ma famille. Il dit alors : « Je préférerais que vous n'alliez pas à la montagne ce soir. Restez à Beyrouth, il est très probable que vous recevrez un appel téléphonique cette nuit. »

Je rentrai chez moi et contactai mon épouse à Aley pour l'informer que je passerai la nuit à Beyrouth pour des raisons de travail. Elle me demanda : « Est-ce que le fait que tu restes à Beyrouth a quelque chose à voir avec ce que les journaux de l'après-midi ont dit ? Ils disent que tu serais nommé ministre. » Je lui donnai une réponse évasive et changeai de sujet. Puis je tentai faire un peu de lecture sans pouvoir me concentrer sur ce que je lisais, contrairement à mon habitude, mon esprit étant occupé par ce que j'avais appris quelques heures plus tôt et par les changements que cela impliquerait dans mon mode de vie. J'avais beaucoup fait pour parvenir à une certaine stabilité qui me convenait et à laquelle je commençais à m'habituer. Je passais la soirée à aller des questions qui se bousculaient dans ma tête au livre ouvert devant moi quand, à 22h15, le téléphone sonna. Nazem Akkari, le directeur général de la présidence du Conseil, était au bout du fil ; il m'invita à me rendre au domicile du président de la République, à Jounié. Je lui en demandai l'adresse, il me répondit : « Dirigez-vous vers la place centrale de Jounié, lorsque vous y serez, demandez qu'on vous indique la maison du président. » Je pris immédiatement la route et, une fois sur la place de Jounié, demandai aux passants où se situait la maison du président où j'arrivai peu après 23 heures. Je trouvai le président assis au salon avec, à ses côtés, Rachid Karami qui se tourna vers lui au moment où tous deux se levaient pour m'accueillir et dit : « Maître Fouad Boutros. »

Je les saluai, puis le président Chéhab me demanda de le suivre. Il marcha devant moi d'un pas sûr qui reflétait son assurance et sa formation militaire ; nous entrâmes dans une pièce latérale où notre entretien dura environ une demi-heure. Je crois que cet entretien aura été le plus important de tous ceux que j'ai eus avec lui, bien que notre relation, à compter de cette date, se soit prolongée jusqu'au dernier jour de sa vie. Je puis même dire qu'elle ne s'est pas achevée ; elle a seulement pris une autre tournure.

Il me fit asseoir en face de lui et commença à m'expliquer les grandes lignes de son projet d'édifier le Liban sur des bases solides. Tout en l'écoutant, avec attention et plaisir, j'observais les traits réguliers de son visage et constatais qu'ils reflétaient ses sentiments, confirmant le sérieux, la foi et l'engagement absolu de bâtir un État juste et fort en qui tous les Libanais pourraient avoir confiance, de sorte que leur appartenance ne soit plus tant à leur communauté qu'à leur patrie. Je me souviens qu'il m'a tenu, au terme de cette longue journée,

ces propos que je n'oublierai jamais : « Lorsque j'étais commandant en chef de l'armée, j'ai passé de longues années à observer ce qui se passait. Je puis évaluer tous les hommes politiques parce que je les ai observés et bien connus. Ce que j'ai vu m'a déplu et m'a inspiré une grande inquiétude sur le sort et l'indépendance de ce pays. Je vais vous dire une chose : nous n'avons pas encore réussi à bâtir une nation, il nous faut tenter d'édifier un État sain de sorte que, si les Libanais y adhèrent, il sera alors possible de nous élever au rang de nation. Je veux que vous m'aidiez à édifier un État au vrai sens du terme. »

Tout en me parlant des politiciens et de l'état des institutions publiques, il m'avait dit : « Au Liban, l'intérêt personnel, la corruption, les palabres creuses et le féodalisme sont tellement répandus qu'il est devenu difficile de trouver une personne digne et propre à qui confier une charge. » Il se tut un instant et reprit : « Par bonheur, nous avons le train au Liban. Je pense qu'il est le seul à marcher droit dans ce pays. »

De mon côté, je ne pouvais que remercier le président Chéhab pour la confiance qu'il plaçait en moi. Lorsqu'il m'eut exposé son grand projet en vue d'édifier l'État du Liban, je lui demandai :

- Mais, Monsieur le Président de la République, vous ne me connaissez pas, comment vous aventurez-vous à me nommer ministre ?
- Il est vrai que je ne vous connais pas personnellement, mais je sais beaucoup sur vous, sur votre famille, c'est ce qui m'a fait me lancer dans cette aventure. J'ai grande confiance que vous serez à la hauteur de la mission que j'entends vous confier.

La fin de l'entretien porta sur les deux portefeuilles qu'il comptait me confier, l'Éducation et le Plan. Il me dit en quelques mots ce qu'il attendait que j'accomplisse dans ces deux domaines.

Le courant était rapidement passé entre nous ; je sentis que ma vie prenait une nouvelle tournure. J'avais franchi le seuil du domicile du président en tant que citoyen qui observait de loin sa politique visant à sortir le pays de la violence confessionnelle dans laquelle il se débattait depuis plus de deux ans. J'en ressortais en tant qu'associé à ce projet de sauvetage auquel je souhaitais que tous les Libanais prennent part.

Au cours des deux premières années de son mandat, j'avais suivi les événements politiques libanais à travers la presse, la radio et les

rencontres avec quelques politiciens. Je m'étais senti proche de ses idées et de ses actions, et je les soutenais car je considérais qu'elles représentaient une chance unique offerte au Liban de sortir de sa situation difficile. Le président Chéhab avait fait preuve d'un sens patriotique désintéressé à plus d'une reprise : en 1952, lorsqu'il avait pris la tête du gouvernement de transition pour cinq jours au cours desquels il avait assuré le déroulement des élections présidentielles, et en 1958, lorsqu'il avait refusé d'impliquer l'armée dans les combats internes, se contentant de défendre les institutions constitutionnelles, les services de l'État et la présidence de la République.

Après cette importante réunion nocturne, j'acquis la conviction que le président Fouad Chéhab portait un véritable projet de sauvetage qui méritait que tout Libanais y prenne part et fasse de son mieux pour en garantir le succès, car son échec entraînerait la dégradation de la situation. Avant cette rencontre, j'étais quelqu'un qui consacrait son temps à son travail et à sa famille, et souhaitait le meilleur pour son pays et ses compatriotes. Après, je suis devenu un homme politique lié à tout ce qui se passait dans le pays, appelé à vivre dans l'inquiétude permanente du sort de son pays et de l'avenir de la liberté et de la démocratie, s'efforçant, avec d'autres, de réaliser les aspirations nationales pour le bien et la sécurité de tous.

Le lendemain, je me rendis au palais présidentiel à Zouk Mikaël pour des réunions avec le groupe de travail du président qui en assista à quelques-unes. Je me souviens que le ministre Maurice Zouein avait protesté ce jour-là qu'on lui attribuât le portefeuille des Postes et Télégraphes qu'il considérait comme un ministère sans importance, d'autant qu'il avait occupé auparavant celui de l'Éducation. Le président lui dit alors : « Comment pouvez-vous dire qu'il ne s'agit pas d'un ministère important alors qu'il nous a fallu vingt-quatre heures pour vous contacter parce que votre téléphone était en panne ? Vous allez pouvoir réparer votre ligne et toutes les autres lignes ! »

Je consacrai les jours qui s'écoulèrent entre ma réunion avec le président de la République le 30 septembre et la parution du décret d'élargissement du gouvernement, le 7 octobre 1959, à organiser mon étude afin que le travail puisse s'y poursuivre en mon absence. Bahige Tabbara étant le premier et le plus compétent de mes assistants à cette époque, je lui confiai la direction de l'étude. Il remplit cette mission avec compétence pendant plusieurs années, chaque fois que j'étais

nommé ministre durant les mandats des présidents Chéhab, Hélou et Sarkis.

Le cabinet formé dont je faisais partie rassemblait autour du président du Conseil Rachid Karami – également ministre des Finances et de la Défense – les ministres Hussein Oueini, Pierre Gemayel, Philippe Takla, Maurice Zouein, Fouad Najjar et Ali Bazzi. Je me plongeai immédiatement dans l'examen des affaires des deux ministères dont j'avais la charge, l'Éducation et le Plan. En réalité, je consacrais au ministère de l'Éducation davantage d'attention.

Dès le premier jour, je dus faire face au problème posé par l'insistance de certaines personnes influentes du courant chéhabiste à écarter le recteur de l'Université libanaise, Fouad Ephrem Boustany, et le directeur général du ministère de l'Éducation, Fouad Sawaya, car ils étaient proches du président Camille Chamoun. Il y avait à l'époque une campagne acharnée pour démettre tous ceux qui étaient considérés comme des partisans de l'ancien président de la République. Je m'opposai à ce courant et réussis à convaincre le président Chéhab de ne pas démettre Boustany et Sawaya parce qu'ils étaient compétents et intègres. Je fis de mon mieux pour que les deux ministères fonctionnent dans le respect des usages et des lois, et avec le plus de précision et de discipline possible. Ma principale réalisation, au ministère du Plan, fut la formation d'un conseil du Plan constitué de personnes reconnues pour leur compétence.

Ma nouvelle situation me permit, en marge de ma mission dans les deux ministères, de connaître de près la vie politique en relation avec les événements des deux premières années du mandat du président Fouad Chéhab, avec lequel ma relation ne cessa de se resserrer. Il m'informa des circonstances de la formation du premier gouvernement de son régime, le 24 septembre 1958, sous la présidence de Rachid Karami, et qui avait eu à faire face à forte opposition de la part des forces chrétiennes car on n'y avait pas respecté le slogan « ni vainqueur ni vaincu » lancé par le pouvoir à l'issue de la crise qui avait éclaté le 9 mai 1958. Le président m'apprit qu'il avait préféré former ce premier gouvernement Karami parce que les opposants, en tête desquels figuraient Saëb Salam et Kamal Joumblatt, avaient tenu à ce que Rachid Karami forme le gouvernement et qu'il ne soit constitué que d'opposants et de neutres. Il avait ainsi laissé aux événements le soin de démontrer à tous qu'il était impossible à une faction d'exclure une autre.

Le président Chéhab me confia un jour qu'il n'était pas éloigné des idées de la contre-révolution lancée par le parti Kataëb en collaboration avec les forces proches de l'ancien président Camille Chamoun et qu'il en était satisfait. Il avait contribué, d'une certaine manière, à la faire parvenir à ses objectifs escomptés. Il laissa entendre devant moi que sa contribution ne s'était pas limitée à ne pas envoyer l'armée contre les manifestants parce qu'il était convaincu que l'équilibre était chose vitale au Liban et que les chances de succès du projet d'édification d'un État moderne et fort seraient compromises tant qu'une partie des Libanais se sentirait écartée de la vie politique. La contre-révolution et les actes de violence qui l'accompagnèrent avaient paralysé le pays jusqu'au 14 novembre, lorsque le président Chéhab avait formé le gouvernement quadripartite. Le président du Conseil, Rachid Karami, lui avait donné le nom de « gouvernement du salut national » ; il était constitué de Hussein Oueini, Pierre Gemayel et Raymond Eddé, et avait obtenu la confiance à l'unanimité des quarante-cinq députés qui avaient assisté à la séance.

Ce gouvernement avait réussi à rétablir la stabilité dans le pays après avoir proclamé une amnistie générale et annulé tous les permis de port d'armes. Le président Chéhab avait ensuite émis deux décrets, le 3 décembre, pour la création de deux conseils, l'un consultatif et l'autre exécutif, pour préparer des plans de réforme de l'administration publique. Bien que très réduit, et en l'absence de représentants de la plupart des communautés libanaises, ce gouvernement avait rétabli la paix au Liban et accompli de nombreuses réalisations ; il aurait pu très facilement se maintenir jusqu'aux élections parlementaires de 1960 n'était-ce la démission de Raymond Eddé qui considérait que les circonstances exceptionnelles qui avaient nécessité sa formation étaient passées et qu'il ne pouvait continuer à exécuter les réformes en l'absence de représentants des autres communautés. Eddé avait présenté sa démission le 23 juin, mais le président Chéhab l'avait gelée. Le chef du Bloc national l'avait présentée à nouveau début septembre 1959 et avait insisté pour qu'elle soit acceptée après les élections partielles du 27 septembre – destinées à remplacer le député assassiné Naïm Moghabghab – en protestation contre l'ingérence des services de sécurité dans les élections au profit du député Salem Abdelnour, considéré comme l'allié de Kamal Joumblatt.

Sur le plan de la politique extérieure, le président Chéhab avait suivi une ligne, différente de celle de son prédécesseur et fondée sur une entente avec le président de la République arabe unie (RAU) Jamal Abdel-Nasser. Cette entente s'était faite sur la base d'une harmonie avec la politique arabe de l'Égypte – et, dans une certaine mesure, avec sa politique étrangère – en contrepartie de la non-ingérence du Caire ou de Damas dans les affaires intérieures libanaises. Cette base avait consacré l'unique sommet entre les présidents libanais et égyptien, le célèbre « sommet de la tente » à la frontière libano-syrienne, le 25 mars 1959. Je devais apprendre par la suite que ce sommet s'était réuni à l'instigation du président Chéhab. Il avait dépêché l'officier Ahmed Hajj à Damas, demandant qu'un sommet se tînt à la frontière ; les responsables syriens avaient refusé et proposé de réunir le sommet à Damas. Le président Chéhab avait réitéré sa demande, mais, cette fois, auprès des responsables égyptiens qui l'acceptèrent immédiatement et entreprirent d'y donner suite. Le général François Génadry, qui avait accompagné le président Chéhab au « sommet de la tente », devait m'apprendre plus tard certains détails très significatifs de cette rencontre.

Ce jour-là, le président libanais était arrivé à la frontière avant son homologue égyptien et avait été accueilli par le chef des renseignements syriens Abdel-Hamid Sarraj. Une dizaine de minutes plus tard, l'hélicoptère transportant le président Abdel-Nasser atterrissait à quarante ou cinquante mètres de là, en territoire syrien. Sarraj se tourna vers le président Chéhab et lui dit : « Son Excellence le Président Abdel-Nasser est arrivé, ne voulez-vous pas l'accueillir, Monsieur le Président ? » À quoi il répondit : « L'hélicoptère du président Abdel-Nasser s'est posé sur son territoire, comment puis-je l'accueillir dans son propre pays ? En outre, n'oubliez pas qu'avant d'arriver au pouvoir, Son Excellence le Président était colonel, alors que moi, j'étais général. » C'est ainsi que la rencontre se déroula à la frontière, entre les deux pays et le sommet, dans une tente dont une moitié était au Liban et l'autre en RAU.

Le sommet de la tente, en respectant les formes, avait enraciné une équation qui devait constituer un contrefort à la stabilité du Liban jusqu'à la défaite arabe de 1967 : le respect de la souveraineté du Liban de la part du plus grand pays arabe en contrepartie d'une entente que la politique étrangère du Liban ne contredise pas la politique arabe et internationale de la RAU, sans toutefois que le

Liban fût tenu de se défaire de ses amitiés avec le monde extérieur. On me rapporta que le président Abdel-Nasser avait promis à son homologue libanais d'intervenir auprès de ses partisans au Liban afin qu'ils ne créent pas de problèmes au pouvoir et aux autorités. De fait, une fois Le Caire rassuré, les forces musulmanes et nationalistes au Liban se rassurèrent également que le président Fouad Chéhab ne nouerait pas d'alliances contraires à leurs aspirations et adhérerait à la ligne arabe générale d'opposition à Israël. Les chrétiens libanais, pour leur part, se trouvèrent quelque peu réconfortés, après le sommet de la tente, du fait que la RAU, par la voix du président Jamal Abdel-Nasser, avait exprimé son respect de la souveraineté du Liban et son intention d'observer des limites dans ses interventions dans les affaires intérieures. Ils avaient également compris à cette époque que les événements que le Liban avait connus moins d'un an auparavant étaient définitivement révolus.

Le président Fouad Chéhab, de son côté, se montra aussi ouvert au monde arabe qu'il était attaché à la dignité, la souveraineté et l'indépendance du Liban. Cette ouverture ne l'empêchait pas de clamer tout haut son amitié pour les Français et son intention de maintenir de bonnes relations avec eux en dépit d'une position arabe très largement opposée à la France en raison des événements d'Algérie. Il considérait que le rôle du Liban dans le monde, et notamment au sein de la Ligue arabe, consistait à soutenir les causes arabes sans prendre parti pour un côté contre un autre. Le général avait toujours considéré que la politique étrangère d'un pays n'était jamais que le reflet de ses circonstances intérieures et, lorsque ces circonstances n'étaient pas prises en considération, cela signifiait que le pays allait vers le désastre. Il s'efforça d'appliquer cette règle d'or durant tout son mandat.

Le président Fouad Chéhab n'était pas arrivé au pouvoir porteur d'un plan tout fait, mais il avait une vision globale de ce qu'il convenait de faire pour le Liban. Dès le début, je l'avais senti, il avait eu foi en deux choses : la méthode et le but. La première, à son sens, était le moyen assuré de parvenir au second : une citoyenneté véritable et un État fort et juste qui ne serait pas ébranlé par les sensibilités confessionnelles, régionales ou tribales. Cela nécessitait l'édification d'un État sur des fondements modernes, avec des organismes indépendants, supervisés, tenus de rendre des comptes, et où le recrutement se ferait sur des critères de mérite et d'intérêt public, loin

du clientélisme et des quotas qui rendaient le citoyen otage des leaderships traditionnels et confessionnels, et le fonctionnaire assujetti aux leaderships qui lui avaient assuré son emploi. Il estimait que la construction du Liban de demain, un Liban stable et prospère, nécessitait que l'on prenne en compte les équilibres existants, mais pas au détriment des principes nationaux fondamentaux.

Dès le début de son régime, le président Chéhab avait mis l'accent sur la nécessité d'assurer le développement économique équilibré de toutes les régions libanaises. Il avait mis en garde contre le risque d'alimenter le sentiment de rancune chez les communautés défavorisées par rapport aux communautés qui jouissaient d'une situation économique meilleure. Il concentra ses efforts sur le développement équilibré afin de parvenir à une sorte d'équilibre économique entre les différentes régions du pays dans le but de les encourager à s'attacher au Liban. En vue de mettre ce projet à exécution, il avait eu recours à des experts français de premier ordre, notamment l'intendant Jean Lay et le père Louis-Joseph Lebret, directeur de l'IRFED, institut chargé de réaliser des études de développement.

L'intendant Lay a joué un rôle primordial au sein de l'équipe présidentielle qui établissait les détails fonctionnels des orientations du président. Il jouissait de la très haute considération du chef de l'État parce qu'il était diplômé de l'École nationale d'administration (ENA) et qu'il avait exercé les fonctions de contrôleur financier au sein de l'armée française pendant de longues années. Dans les couloirs du palais et les milieux politiques, on disait que le président ne discutait jamais les recommandations de Lay en qui il avait une confiance presque aveugle et qu'il considérait comme totalement désintéressé, puisqu'il était un étranger, sans liens avec le Liban qui puissent affecter son jugement ou son travail. Au début de 1959, l'équipe présidentielle s'enrichissait de l'arrivée du juge à la Cour des comptes Élias Sarkis et de l'ingénieur Chafic Moharram en tant que directeurs généraux. Le travail du premier concernait les affaires politiques, administratives et juridiques, tandis que le second se consacrait aux questions techniques, relatives aux administrations étatiques. Le père Lebret arriva en mars 1959 en vue d'établir un plan général de développement pour le Liban.

Le gouvernement quadripartite de Rachid Karami se consacra à apaiser la situation et à établir les textes des lois destinées à lancer le programme des réformes, à commencer par la création du Conseil de

la Fonction publique et de l'Inspection centrale. Après la démission de Raymond Eddé, il fut sérieusement question d'élargir le gouvernement en y nommant de nouveaux éléments compétents. Le président souhaitait renouveler la classe politique libanaise et demanda à ses collaborateurs de trouver des personnalités qui n'appartenaient pas au club politique traditionnel et qui avaient fait leurs preuves dans le secteur privé. C'est ainsi que le directeur général de la Sûreté générale, Toufic Jalbout, avait donné mon nom aux collaborateurs du président, avec quelques détails sur mon parcours personnel, comme je devais l'apprendre. J'avais rencontré le directeur général de la Sûreté générale à quelques reprises dans le cadre des réunions du « Progrès national » vers le milieu de 1959. Le président Chéhab me raconta plus tard qu'à peine avait-il lu le résumé de ma carrière qu'il s'était souvenu de notre rencontre en 1946, au Tribunal militaire. Il avait alors dit à son équipe : « Je le reconnais, je le veux avec nous. »

Le président de la République avait aussi mentionné mon nom devant le grand journaliste Georges Naccache, un de ses amis proches, dont la réponse fut à la mesure de l'amitié qui nous liait, ainsi que devant Hussein Oueini qui lui avait répondu : « Bien entendu, je le connais, son étude s'occupe de tous les aspects juridiques de mon travail. J'ai grande confiance en lui et je n'ai pas besoin de donner un avis sur lui, mais laissez-moi vous dire que Fouad Boutros, s'il est convaincu d'une chose, ne se laissera absolument pas convaincre du contraire. » Hussein Oueini était un homme à la personnalité riche, pleine de contradictions et de particularismes. Par sa personnalité et son action, il incarnait le dialogue, l'entente, le compromis, et était l'exemple libanais par excellence de toutes ces qualités. Il a toujours cru qu'il ne fallait pas laisser les problèmes atteindre le point de non-retour et qu'il fallait leur trouver des solutions par le dialogue tranquille et les régler avant qu'ils ne dégénèrent. C'était un bon père et un bon grand-père avec, en même temps, dans les affaires politiques, une compréhension et une perspicacité peu communes.

Je n'étais pas un habitué du Sérail ou des cercles du gouvernement. Je n'avais même rendu visite qu'une seule fois, et à sa demande, au ministre de la Justice, alors que je faisais partie de la magistrature. En dépit de cela, je ne me sentis nullement en terrain étranger lorsque je pris mes fonctions dans les deux ministères qu'on m'avait attribués. Mon sentiment fut plutôt celui de la responsabilité associée à la

Avec Fouad Chéhab

Aux côtés du président Fouad Chéhab, de droite à gauche : le président de la Chambre Sabri Hamadé, le président du Conseil Rachid Karami, les ministres Philippe Takla, Ali Bazzi, Fouad Najjar et Fouad Boutros, alors ministre de la Justice.

détermination de contribuer à la mission qui visait à rehausser le pays au niveau des pays civilisés, où les administrations sont transparentes et œuvrent en vue du bien-être du citoyen.

Au cours de ma vie politique, j'ai participé à de nombreux gouvernements, qui rassemblaient souvent des personnalités intègres, ayant un sens poussé de la responsabilité. Il y avait cependant un cachet particulier aux réunions ministérielles présidées par le chef de l'État et qui se tenaient soit au palais présidentiel de Zouk Mikaël, soit à sa résidence de Jounié ; tous les deux fort modestes. Je me souviens encore de l'extrême simplicité de la table autour de laquelle nous nous installions dans sa résidence ; nous n'eûmes jamais la sensation de l'arrogance ou de l'affectation qui peuvent marquer la personnalité du responsable. J'avais le sentiment d'une affinité intellectuelle et d'une communication réelle avec les participants à ces réunions consacrées à l'intérêt du peuple libanais tout entier. C'était un sentiment très important pour moi. La simplicité ne nuisait nullement au prestige de l'État et du gouvernement. Je dirai même que le prestige de l'État, à cette époque, était bien plus grand qu'il ne l'avait été et ne le sera jamais.

Le président Chéhab, comme je l'ai déjà mentionné, attachait une très grande importance aux régions défavorisées, éloignées de Beyrouth. Il était animé par un souci fervent de justice sociale, alors qu'il était un émir Chéhab, le descendant d'une dynastie qui avait gouverné le Liban pendant près d'un siècle et demi. C'est pourquoi certains l'accusèrent d'être influencé par les idées communistes, bien qu'il fût, sur le plan philosophique comme sur celui des convictions, un chrétien croyant et pratiquant, opposé au marxisme. D'autres attribuèrent l'intérêt du président Chéhab pour les régions musulmanes au fait que son grand-père avait été musulman et se nommait Hassan, et on l'accusa de partialité envers les non-chrétiens. Toutes ces conjectures découlaient du fait que les politiciens traditionnels et les capitalistes qui profitaient de la situation se sentaient menacés par les réformes introduites par le régime chéhabiste, qui risquaient de les priver des moyens d'offrir des services à leurs partisans et de profiter du gaspillage et des combines.

Ses mauvaises relations avec les leaderships maronites – notamment le président Camille Chamoun, puis Raymond Eddé et, dans la seconde moitié de son mandat, le patriarche Boulos Méouchy – contribuèrent à donner l'impression qu'un gouffre séparait le président Chéhab de

l'opinion publique chrétienne. Le régime Chéhab avait débuté par une confrontation avec l'ancien président de la République qui jouissait d'une grande popularité auprès des chrétiens après les événements de 1958. Il ne s'était pas comporté comme le voulaient les chrétiens qui ne voyaient pas que les orientations nationalistes, unificatrices de la politique chéhabiste servaient leurs intérêts, en fin de compte ; comme les intérêts des autres Libanais. Fouad Chéhab disait, parlant de l'incompréhension et de l'opposition de l'opinion publique chrétienne : « Les chrétiens, il faut faire leur intérêt malgré eux. » Les relations du président Chéhab avec l'opinion publique chrétienne se dégradèrent davantage lorsque la mésentente s'installa entre lui et le patriarche maronite Boulos Méouchy, qui avait fortement appuyé son accession au pouvoir en 1958. Le patriarche Méouchy, comme on le sait, jouissait d'une forte personnalité. Homme politique autant qu'homme d'Église, et peut-être même plus, il considérait que toutes ses demandes devaient être satisfaites, quelles qu'elles fussent.

Fouad Chéhab, différent de lui par le caractère, la réflexion et l'approche des problèmes, était très soucieux de sa dignité et du prestige de la présidence. Il n'acceptait pas que celle-ci fût le moins du monde lésée, bien qu'il fût, sur le plan personnel, très modeste dans ses rapports avec les gens. Les problèmes se multiplièrent et une distance s'établit entre eux. Je tentai une fois de réconcilier le président et le patriarche, en accord avec le président Béchara el-Khoury. Nous rendîmes visite ensemble au patriarche Méouchy et déjeunâmes à sa table, mais il apparut clairement que les vues du seigneur de Bkerké sur les problèmes en cours à l'époque rendaient très difficile tout rapprochement entre eux, et nous y renonçâmes.

J'avais remarqué, dès ma première rencontre avec le président Fouad Chéhab, dans son bureau du palais présidentiel, sa foi chrétienne profonde et évidente – et qui était peut-être à l'origine de l'intégrité que tous lui reconnaissaient. Sur son bureau très net il n'avait que trois objets : une image de la Vierge Marie, ses lunettes et son stylo. Lorsqu'il m'avait demandé d'accueillir le patriarche œcuménique de Constantinople Athënagoras, qui visita le Liban du 11 au 15 décembre 1959, j'avais senti son respect pour les chefs spirituels et son souci d'apporter à l'Église toute l'aide dont elle pouvait avoir besoin.

Lorsque les deux hommes se rencontrèrent et échangèrent des vues, je réalisai qu'ils s'étaient immédiatement entendus ; le

Accueillant le patriarche œcuménique Athënagoras en visite au Liban

Avec le président Chéhab venu présenter ses vœux à l'archevêché grec-orthodoxe de Beyrouth.

courant était passé rapidement entre eux. Le patriarche Athënagoras, personnalité distinguée, très ouverte et affable, s'était dit très ému de la proposition de célébrer la messe en l'église St-Georges, place de l'Étoile, en présence du président de la République – qui lui rendit visite, après la messe, à l'archevêché grec-orthodoxe, à Achrafié. Le prélat me confia alors que ses yeux s'étaient remplis de larmes pendant l'office religieux parce que c'était la première fois de sa vie qu'il célébrait une messe en présence d'un chef d'État chrétien. Il résidait en Turquie, la plupart du temps.

À la veille de son départ du Liban, le patriarche Athënagoras avait fait part au président de la République, en ma présence, de son inquiétude face aux tentatives des courants de gauche d'influencer le Saint-Synode de l'Église orthodoxe d'Antioche, notamment par le biais de prélats formés à Moscou. Il attira l'attention du président sur le fait que la gauche, à l'instigation de l'URSS, chercherait à mettre à profit l'élection de nouveaux évêques pour renforcer sa présence au Saint-Synode et tenter de l'influencer. Le président Chéhab, préoccupé par les révélations du patriarche, lui promit de traiter ce problème inquiétant. Il me demanda de faire le nécessaire et de collaborer avec qui il fallait, pour mettre un terme à l'expansion de la gauche et assurer, parmi les membres du Saint-Synode, l'équilibre nécessaire à garantir son indépendance.

Par la suite, discutant avec le président de la République de ce qu'il convenait de faire, nous mîmes au point un plan que je ne révélerai pas, bien que plus de cinquante années se soient écoulées. Je me contenterai de dire que nous avons réussi, sans léser ou gêner qui que ce fût, et sans contrevenir à la loi, dans notre entreprise dont je suis toujours convaincu qu'elle fut très utile pour assurer l'indépendance et le libre choix de l'Église orthodoxe. Le rôle que nous avons joué a permis l'arrivée de prélats dont l'Église orthodoxe et tous les Libanais sont fiers, notamment le patriarche actuel Ignace IV Hazim et l'évêque Georges Khodr. Je me souviens encore très bien des adieux du patriarche Athënagoras, que j'avais accompagné à l'aéroport. Il m'avait fait part de sa grande émotion pour l'accueil chaleureux du président Fouad Chéhab et son grand intérêt pour ce dont il l'avait entretenu et ce qu'il lui avait demandé.

Cet épisode devait approfondir ma relation avec le président de la République et renforcer sa confiance dans ma capacité de traiter des

questions délicates dans le calme, loin des excès des gens de la politique et de la presse. Un événement survint en 1961 qui devait rendre cette confiance totale. Lors de l'une des réunions de l'équipe de travail du président – dont j'assistais à la plupart des séances – l'intendant Lay proposa un projet de loi pour l'organisation d'un service public. Je constatai qu'il contenait plusieurs erreurs et dis : « Que l'intendant Lay m'excuse, mais je ne suis pas d'accord avec ce projet. » J'indiquai ces erreurs, mais le conseiller français maintint son point de vue et je défendis le mien devant l'équipe de travail médusée, car tous savaient que l'intendant Lay était, aux yeux du président Chéhab, l'expert le plus important et qu'il ne pouvait se tromper. Ils se demandaient comment Fouad Boutros osait le contredire. Clairement mécontent, le président Chéhab leva la séance avec quelque irritation et chacun alla son chemin. Certains membres de l'équipe présidentielle, tel Philippe Takla, me dirent : « Pourquoi vous êtes-vous comporté de la sorte ? Qu'est-ce qui vous a pris ? » Je leur répondis : « C'est ma conviction et je ne puis revenir sur ce dont je suis convaincu. » Trois ou quatre jours passèrent, puis j'eus la surprise de recevoir un appel de l'intendant Lay à mon bureau au ministère de l'Éducation. Il me dit : « Monsieur le Ministre, bonjour, je vous dois des excuses. J'ai bien examiné le sujet et il s'avère que j'avais tort et que vous aviez raison ; je vais en informer le président Chéhab. » Moins d'une heure plus tard, l'aide de camp du président m'appelait du palais présidentiel et m'annonçait que l'équipe de travail se réunirait le lendemain. Ce jour-là, alors que tous se demandaient quelle tournure la discussion prendrait, le président ouvrit la séance, disant : « Avant de poursuivre la discussion des sujets inscrits à l'ordre du jour, il faut faire des excuses au ministre Fouad Boutros car il est apparu à l'intendant Lay que le ministre Boutros avait raison à propos de la question dont nous avons discuté la semaine dernière. »

Je me souviens que, deux jours après cette réunion, à l'issue du Conseil des ministres au palais présidentiel, Élias Sarkis me rejoignit et nous sortîmes ensemble. Il me dit que le président Chéhab lui avait recommandé de prendre mon avis sur toute question délicate qui se poserait. À partir de ce jour, je sentis que la confiance que le président de la République avait placée en moi était très grande. L'équipe présidentielle prit l'habitude de venir me voir chez moi pour prendre mon avis sur des questions politiques, juridiques ou administratives qui étaient discutées au palais, que je fusse au gouvernement ou pas.

Le président Chéhab attachait une grande importance à mon avis et l'adoptait la plupart du temps.

Un jour, à l'issue d'une réunion du gouvernement au cours de laquelle certains ministres avaient tenu des propos qui reflétaient un certain fanatisme, et alors que je m'apprêtais à quitter le palais, l'un des aides du président me rejoignit et me dit : « Le patron veut vous voir. » Les membres de l'équipe présidentielle avaient l'habitude de l'appeler « patron » lorsqu'ils parlaient de lui et « mon général » lorsqu'ils s'adressaient à lui. Je montai à son bureau et le trouvai debout au centre de la pièce, l'air très mécontent. Dès qu'il me vit, il me dit – en français, langue qu'il employait avec moi lorsque nous étions seuls : « Pouvez-vous me dire, vous qui me comprenez, ce qu'il y a de commun entre ces gens-là et moi ? Qu'y a-t-il de commun entre ces gens que l'on appelle aujourd'hui députés et ministres et moi ? Qu'est-ce que je fais ici ? » Je sentis l'étendue de la peine qui étreignait son cœur et tentai de le réconforter. Je lui dis : « Monsieur le Président de la République, c'est le Liban, le Liban dans sa diversité. Les gens sont différents, les communautés sont différentes les unes des autres. Vous les comprenez et vous savez que ce sont ces différences qui font la force et la faiblesse du Liban à la fois. L'important est qu'ils sachent comment se compléter les uns les autres au lieu de se disputer. Il me semble que c'est là votre rôle, précisément, de leur apprendre comment se compléter et de compléter ce qui leur manque. » Il discuta un moment puis se tut. Avec le temps, je constatai que le président Chéhab s'étonnait toujours de l'absence du sens des responsabilités chez certains politiciens qui brandissaient des positions confessionnelles ou personnelles dans le but de faire de la surenchère et de gagner les faveurs de l'opinion publique, sans se soucier des conséquences négatives qu'elles pourraient avoir sur la vie politique au Liban. Il avait le sentiment, que nous partagions, de ne pas être fait de la même étoffe qu'eux.